



**Groupe de Co-opération en matière de lutte
contre l'abus et le trafic illicite de stupéfiants**

P-PG / MinConf (2018) 3
1^{er} octobre 2018

Inventaire

des activités et résultats

obtenus pendant le cycle de travail 2015-2018

Introduction

L'Inventaire des activités et résultats du Groupe Pompidou pour la période 2015-2018 se fonde sur le Programme de travail adopté à la Conférence ministérielle de 2014 (doc. P-PG/MinConf (2014) 4), complété par des activités ad hoc définies par les Correspondants permanents au cours du cycle de travail (Art. 8 du document P-PG/MinConf (2010) 4, Le Groupe Pompidou : Mission, organisation, gouvernance & méthodes de travail). L'Inventaire qui suit présente les principaux résultats obtenus dans le cadre des activités permanentes et des trois priorités thématiques définies pour le cycle de travail 2015-2018.

Légende des icônes :

ToR = mandat (abréviation anglaise)



= document à télécharger depuis le site web du Groupe Pompidou :
www.coe.int/pompidou



= version papier haute qualité disponible auprès du Secrétariat



= outil en ligne (site web ou internet)



= vidéo accessible sur la chaîne vidéo du Groupe Pompidou à l'adresse :
http://www.youtube.com/results?search_query=Pompidou+Group

* = Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

** = Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine, sans préjuger de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

Table des matières

Activités permanentes	4
Formation de haut niveau sur la politique en matière de drogues	4
Groupe Aéroports	6
Réseau international sur le contrôle des précurseurs	7
EXASS Net	7
Coopération sur les politiques en matière de drogues dans le Sud-Est de l'Europe	8
Prix européen de la prévention des drogues	9
Dispositif d'aide à l'élaboration, la mise en œuvre et la révision des politiques nationales en matière de drogues	10
Coopération en matière de drogues et d'addictions dans la région méditerranéenne	11
Aide aux services de traitement de la toxicomanie en milieu carcéral	14
 Faire face à l'évolution des usages et des contextes de consommation, de production et d'approvisionnement en matière de drogues.....	16
Nouvelles substances psychoactives	16
Expérience dans le contexte des nouvelles orientations politiques en matière de drogues	16
Lignes directrices sur le syndrome de stress post-traumatique et les troubles liés à la toxicomanie	17
Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques	17
 Placer les droits de l'homme au centre des politiques en matière de drogues.....	19
La dimension des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues	19
Coopération avec la société civile sur les questions relatives à la politique en matière de drogues	19
Examen des réglementations nationales sur les traitements de substitution aux opiacés	20
Introduire la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues	21
Coopération avec le programme de mesures de confiance du Conseil de l'Europe.....	22
Mission humanitaire et médicale en Ukraine	23
 Analyser la cohérence, le coût, l'impact et les éventuels effets indésirables des politiques en matière de drogues	24
Effets et coûts connexes des politiques de contrôle des drogues	24
Coopération avec la République du Bélarus	24
Réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral	25
 Identifier les possibilités et les défis liés à internet pour les politiques en matière de drogues.....	27
Cybercriminalité liée aux drogues.....	27
Les jeux d'argent en ligne et la consommation de substances psychoactives	27
Outil d'autoévaluation en ligne pour la réduction de la demande	28
 Activités et projets de coopération	29
ESPAD - Projet européen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues	29
ESSD European Society for Social Drug Research	29
 Activités du Secrétariat.....	30
Évaluation et contrôle qualité	31
Visibilité et communication.....	32

Activités permanentes

Formation de haut niveau sur la politique en matière de drogues

Formation, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Training (2015) 1

Objectif fixé :

- Faciliter l'acquisition d'un savoir-faire et renforcer les capacités pour une mise en œuvre, une gestion et une évaluation plus efficaces de politiques en matière de drogues et de programmes connexes cohérents.

Résultats obtenus :

De manière générale

- Formation axée sur les besoins, dispensée à près de 140 responsables des politiques en matière de drogues, issus de secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, composée de 4 cours (de deux modules chacun) abordant des thèmes d'actualité et différents aspects des politiques en matière de drogues ;
- Amélioration du savoir-faire et de la compréhension de la complexité des politiques en matière de drogues parmi les responsables formés, grâce à la présentation d'instruments d'élaboration des politiques, d'outils concrets et de bonnes pratiques et à l'amélioration de leurs compétences en gestion ;
- Introduction d'un nouveau modèle de « formation sur le terrain » et d'une composante « compétences en gestion », qui ont été largement appréciés par les participants et ont accentué l'intérêt de la formation ;
- Promotion du réseautage entre les participants ayant donné lieu à des contacts bilatéraux fructueux.

Formation 2015 – Réaliser un examen des politiques et instruments mondiaux en matière de drogues en vue de définir les priorités nationales et européennes des politiques en matière de drogues : une contribution à la préparation de la SEAGNU 2016

- Accompagnement des responsables des politiques en matière de drogues dans l'examen des politiques existantes à l'échelle nationale et européenne, et élaboration d'idées et de positions européennes communes dans le but de contribuer à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (SEAGNU) en 2016 ;
- Meilleure compréhension du fonctionnement de la SEAGNU et de la corrélation entre les stratégies nationales/régionales en matière de drogues et la stratégie de la SEAGNU, en permettant aux participants de s'impliquer de manière significative dans les contributions de leurs pays respectifs ;
- Élaboration d'une liste de propositions concrètes qui ont été intégrées à la contribution du Groupe Pompidou à la SEAGNU.

Formation 2016 – Pour une coopération efficace : interaction entre les gouvernements et les organisations de la société civile

- Aide à l'établissement d'un dialogue en profondeur entre les représentants gouvernementaux et de la société civile concernant le projet de document d'orientation du Groupe Pompidou sur la coopération du gouvernement avec la société civile, afin de garantir la prise en compte du point de vue des deux parties et renforcer le soutien au document d'orientation ;
- Renforcement des connaissances et des compétences des responsables, notamment en ce qui concerne l'identification, le dépassement et la gestion des obstacles à la coopération, l'instauration d'un climat de confiance, la réflexion et la planification ;
- Opportunité unique offerte aux États membres de collaborer avec la société civile de manière ouverte et participative sur les questions de politiques en matière de drogues, hors du cadre national.


Formation 2017 – Adapter les stratégies de réduction de la demande en intégrant les défis représentés par les NSP

- Renforcement des capacités et des connaissances en gestion concernant les nouvelles substances psychoactives (NSP), à l'aide de visites sur le terrain et d'échanges de bonnes pratiques et d'expériences dans le traitement des NSP à l'échelle nationale ;
- Présentation aux participants d'approches flexibles et pragmatiques des problématiques associées aux NSP, parmi lesquelles des services et des mesures concrets de prévention des risques et de réduction des dommages dans différents environnements, ainsi que des outils en ligne pour s'engager auprès des consommateurs de NSP ;
- Élaboration d'une série de conclusions et d'observations sur les tendances et les nouveautés en matière de NSP à l'intention des États membres, ainsi que sur les possibilités de contribution par le Groupe Pompidou aux efforts nationaux et internationaux dans la prise en charge des défis représentés par les NSP.

Formation 2018 – Évaluer l'élaboration, la mise en œuvre et l'impact des politiques en matière de drogues

- Mise en place de deux cours, en réponse au vif intérêt témoigné par les États membres ;
- Une opportunité rare offerte aux responsables de recevoir une formation sur l'évaluation des politiques en matière de drogues dans un contexte multinational ;
- Renforcement de la capacité des responsables à pouvoir choisir et appliquer la méthode d'évaluation appropriée à leur contexte professionnel, en prenant en compte les directives du Groupe Pompidou sur la mesure des coûts/conséquences involontaires et en utilisant les indicateurs pertinents en matière de droits de l'homme et de cohérence des politiques ;
- Déclaration d'intention signée entre le Groupe Pompidou et l'Université de Syracuse (USA) pour le renforcement de la collaboration et l'étude approfondie d'une éventuelle validation académique de la formation.

Produits :

- ➡ *Présentations et supports de cours fournis aux participants durant la formation*
- ➡ *Rapports annuels des formations, doc. P-PG/Training (2015) 12, P-PG/Training (2016) 6, P-PG/Training (2017) 3, P-PG/Training (2018) 4 (en anglais uniquement)*
- ➡ *Séminaire de formation international « Une politique globale en matière de drogues : évaluation et développement de nouveaux indicateurs permettant de mesurer l'efficacité pour faire face aux nouveaux défis de la politique en matière de drogues » (Mexique, 2018)*
- ➡ *Vidéo promotionnelle 'Formation des cadres sur la politique en matière de drogues' *

Groupe de coopération des services de lutte contre le trafic de drogue dans les aéroports européens et l'aviation générale (Groupe Aéroports)

Groupe d'experts, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Airports (2015) 1

Objectifs fixés :

Élaborer une stratégie multidisciplinaire harmonisée pour la détection des drogues dans les aéroports européens et renforcer la coopération entre les aéroports dans ce domaine, en s'employant notamment à :

- améliorer les échanges d'informations entre les services de contrôle des drogues dans les aéroports ;
- proposer des schémas d'assistance concrète aux aéroports des États membres ;
- simplifier la coopération avec les services de contrôle des aéroports des États membres du Réseau MedNET.

Résultats obtenus :

- Accélération des échanges en termes d'informations et de renseignement entre les services de contrôle des aéroports, particulièrement en ce qui concerne les récentes modifications des modes opératoires, les nouvelles tendances dans les aéroports, le profilage des passagers, le crime organisé et les livraisons contrôlées ;
- Contribution à l'harmonisation de l'approche visant à renforcer le contrôle des drogues dans les aéroports et dans l'aviation générale au moyen d'échange de bonnes pratiques et de discussions approfondies ;
- Mise à jour régulière des manuels de contrôle en vigueur et des annuaires des responsables ;
- Promotion et simplification de la coopération opérationnelle entre les États membres et non membres, en collaborant, par exemple avec les pays du réseau MedNET hors d'Europe ;
- Création d'un forum de l'aviation générale indépendant, en réponse au besoin croissant des forces de l'ordre de pouvoir améliorer leurs connaissances sur le trafic dans l'aviation générale à l'aide de l'évaluation des risques, de la sensibilisation, du réseautage et de l'échange d'informations et de bonnes pratiques.

Produits :

- ➡ *Manuel sur les livraisons contrôlées (site internet avec accès restreint)*
- ➡ *Manuel révisé sur l'aviation générale (accès réservé aux membres du groupe)*
- ➡ *Deux conférences internationales sur le thème « Aviation générale - Un angle mort dans la lutte contre la drogue » (Espagne, 2017 et Maroc, 2018)*
- ➡ *Rapports et supports présentés aux réunions annuelles (accès réservé aux membres du groupe)*

Réseau international sur le contrôle des précurseurs

Groupe d'experts, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Precursors (2015) 1

Objectifs fixés :

Améliorer les contacts entre les agences pertinentes dans le but de :

- boucler la chaîne judiciaire, dans les affaires de pré-précurseurs et détournement de précurseurs, en ce compris le développement de nouvelles substances psychoactives (NSP), de l'identification des chargements suspects aux poursuites et sanctions en passant par l'enquête et le traçage ;
- sensibiliser, échanger des informations, proposer des activités de formation et instaurer un climat de confiance afin de mieux identifier les risques et de renforcer la coopération.

Résultats obtenus :

- Simplification des échanges d'informations et de renseignement entre les représentants des différentes agences, en particulier dans les domaines de la législation européenne, la collaboration entre le secteur privé et le monde de la recherche, du détournement de précurseurs, de la protection de l'environnement et des nouvelles substances psychoactives ;
- Amélioration de la coopération opérationnelle et des connaissances au moyen de visites d'études, formations, études de cas et démonstration pratique d'activités techniques.

Produits :

- ➡ *Rapports et supports présentés aux réunions annuelles (accès réservé aux membres du groupe)*

EXASS Net

Réseau de coopération, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/EXASS (2015) 1

Objectif fixé :

Proposer des exemples pratiques et un soutien conceptuel pour la mise en œuvre des politiques en matière de drogues et des mesures correspondantes en poursuivant notamment les objectifs suivants :

- faciliter le soutien conceptuel à la mise en œuvre de politiques, stratégies et plans d'action ;
- apporter une expertise concernant l'évaluation des résultats et de l'impact des politiques et des programmes en matière de drogues ;
- mettre en place un forum permettant l'échange d'expériences ;
- établir un lien entre les centres de compétences et les besoins exprimés et identifiés en matière d'assistance et de renforcement des capacités.

Résultats obtenus :

De manière générale

- Organisation de réunions thématiques facilitant la pratique sur le terrain et la mise en œuvre des politiques dans des domaines d'action qui intéressent directement les institutions et les gouvernements participants, en leur permettant d'acquérir une expérience pratique au moyen de visites d'étude au sein de services et de programmes chargés de la mise en œuvre des politiques en matière de drogue.



Séminaire 2016 – Réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral (Slovénie)

- Renforcement de la coopération régionale sur les politiques en matière de drogues entre les experts et les autorités responsables en Europe orientale, grâce au partage d'expérience et de bonnes pratiques ;
- Analyse des approches existantes sur les réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral qui entrent en conflit avec le droit en Europe orientale, et contribution au développement de politiques plus cohérentes dans la région ;
- Organisation de discussions approfondies autour du principe d'équité dans l'accès aux soins des détenus, en ce qui concerne la continuité des soins et les programmes de réinsertion sociale, et autour des réponses apportées à la consommation de NSP en prison.

Séminaire 2017 – Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques (Grèce)

- Sensibilisation des participants aux défis liés à la drogue au sein des populations réfugiées, grâce à des visites terrain dans les centres d'accueil pour les réfugiés et les mineurs non accompagnés et discussions autour des programmes thérapeutiques et de santé existants destinés aux réfugiés ;
- Élaboration de propositions pour un certain nombre d'actions de suivi ayant donné lieu à l'organisation d'un forum international sur les réfugiés et les drogues sous l'égide du réseau MedNET ;
- Échange d'expériences sur les substances utilisées dans les structures d'accueil pour réfugiés et les réponses possibles, sur les traitements mis à la disposition des réfugiés toxicomanes, ainsi que sur les services de prise en charge des besoins psychologiques des enfants non accompagnés.

Produits :

- Séminaire de suivi sur « Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques » (Grèce, 2018), doc. P-PG/COOP (2018) 7
- Rapports des réunions annuelles, doc. P-PG/COOP (2017) 1  

Coopération sur les politiques en matière de drogues dans le Sud-Est de l'Europe (SEE)

Réseau d'experts et de responsables politiques, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/SEE (2015) 1

Objectif fixé :


Renforcer la coopération entre les autorités concernées des pays du Sud-est de l'Europe et des pays voisins par le biais des objectifs suivants :

- développer davantage la coopération dans le domaine des politiques en matière de drogues dans le Sud-Est de l'Europe ;
- intensifier le dialogue et les échanges pratiques de connaissances et d'expériences entre les États membres ;
- soutenir l'élaboration de politiques cohérentes relatives aux substances psychoactives ;
- s'attacher à obtenir des résultats clairs et précis et à produire des effets tangibles.

Résultats obtenus :

- Mise en place d'un groupe de coopération des aéroports de la région Sud-Est de l'Europe ayant pour mission l'échange systématique de pratiques et d'expériences opérationnelles et l'amélioration de la coopération régionale entre les douanes et les forces de l'ordre ;
- Mise en œuvre d'un test d'autoévaluation disponible en ligne et en sept langues. Lancement d'un outil d'entraide en ligne, répondant à un besoin immédiat d'interventions en ligne sur la réduction de la demande de drogues dans la région, et permettant d'élargir le public touché aux femmes et aux jeunes, comme l'ont confirmé les pays participants ;
- Organisation de réunions thématiques et de plénières axées sur les problématiques identifiées par les membres du groupe, comme le renforcement des capacités en matière de lutte contre la cybercriminalité liée aux drogues et les mesures préventives contre la consommation de substances psychoactives sur le lieu de travail ;
- Expérience pratique offerte aux participants, avec des visites de différents services et programmes de la région, dans le cadre des réunions EXASS Net.

Produits :

- *Rapports des réunions plénières*
- *Outil d'autoévaluation et d'entraide, www.drughelp.eu* 
- *Opération conjointe régionale de la police et des douanes (détails réservés aux membres du groupe)*
- *Atelier régional TAIEX sur la prévention de l'usage de drogues en milieu professionnel (« L'ex-République yougoslave de Macédoine », 2016)*
- *Atelier régional TAIEX sur la cybercriminalité liée aux drogues (Bosnie-Herzégovine, 2016)*
- *Déclaration commune des participants du Groupe de coopération des aéroports de la région Sud-Est de l'Europe*

Prix européen de la prévention des drogues

Récompense biennale, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Prize (2015) 1

Objectif fixé :

Contribuer à l'élaboration de programmes efficaces en matière de prévention des drogues, offrir la possibilité d'établir des partenariats/réseaux et dresser l'inventaire des approches performantes et innovantes dans ce domaine, à l'aide des objectifs suivants :



- reconnaître et récompenser les approches remarquables et novatrices en matière de prévention des drogues ;
- appuyer et encourager la participation active des jeunes à la prévention des drogues ;
- faire ressortir l'attachement et l'action responsable des groupes concernés en faveur d'un environnement meilleur et plus sain ;
- contribuer à la mise au point de programmes fondés sur des connaissances validées et axées sur des modes de vie sains et sur le bien-être.

Résultats obtenus :

- Possibilité pour les jeunes de promouvoir à l'échelle européenne leurs projets de prévention des drogues, et d'en obtenir une évaluation par un jury indépendant composé d'experts en prévention et en participation ;
- Récompense et promotion supplémentaire pour les meilleurs projets sélectionnés, soutien financier à leur mise en œuvre ;
- Accompagnement des approches innovantes et remarquables en matière de prévention des drogues et mise en avant des jeunes comme participants actifs dans le domaine des politiques en matière de drogues ;

- Examen du processus d'attribution du prix, de manière à identifier les pistes d'amélioration qui permettraient d'accroître sa visibilité et son influence sur la pratique de la prévention.

Produits :

- Vidéo de présentation du jury 
- Trois lauréats en 2016, sélectionnés parmi 47 candidats originaires de 22 pays : « Intercity Theatre Project » (Bosnie-Herzégovine), « Friday Coffee » (Israël), « + attitude » (Portugal)
- Trois lauréats en 2018, sélectionnés parmi 18 candidats originaires de 12 pays : « Workshop for Life » (Grèce), « Take me to the Countryside » (Bulgarie), « Responsible Youth » (Turquie)
- Rapport final « Review of the European Prevention Prize », doc. P-PG/PP (2015) 1 final 
(en anglais uniquement)

Dispositif d'aide à l'élaboration, la mise en œuvre et la révision des politiques nationales en matière de drogues

Dispositif consultatif, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/PolAdv (2015) 1

Objectif fixé :

Fournir aux gouvernements des exemples de bonnes pratiques et des conseils concernant l'élaboration, la mise en œuvre et la révision des politiques en matière de drogues en réalisant les objectifs suivants :

- recueillir et analyser les expériences des États membres dans les efforts qu'ils déploient pour établir un lien entre les politiques en matière de drogues et la recherche ;
- dispenser des conseils et formuler des recommandations sur le moyen d'assurer le transfert de connaissances entre la recherche, la politique et la pratique ;
- souligner les avantages pour les politiques d'une approche cohérente englobant tant les substances licites et illicites, que les comportements addictifs ;
- dispenser des conseils sur les besoins en recherche concernant les politiques (mesures de réduction de la demande autant que de l'offre) et sur les méthodes de suivi et d'évaluation en vue d'améliorer les plans d'action.

Résultat obtenu :

- Orientation et expérience pratique offertes aux représentants maltais à travers une visite d'étude dans des centres de traitement de la toxicomanie en Norvège, en leur présentant notamment, un service de désintoxication au cannabis et l'application de la notion de thérapies pluridisciplinaires et globales (TPG).

Produit :

- Visite d'étude des experts maltais en Norvège (2015)

Coopération en matière de drogues et d'addictions dans la région méditerranéenne (Réseau MedNET)

Réseau de coopération, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Med (2015) 1 et P-PG/MedNET (2017) 24, financé par des contributions volontaires (Italie, France, Portugal et Suisse), et les programmes Partenariats de voisinage du Conseil de l'Europe et Programme Sud II de l'Union européenne

Objectifs fixés :










- Promouvoir la coopération, l'échange et le transfert mutuel de connaissances entre les pays de la Méditerranée et les États membres européens du Groupe Pompidou (échanges Nord-Sud et Sud-Nord) mais également entre les pays du pourtour méditerranéen (échanges Sud-Sud) ;
- L'objectif à long terme est de promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de politiques cohérentes en matière de comportements addictifs, basées sur un savoir scientifiquement validé.

Résultats obtenus :

- Mise en œuvre des programmes de travail adoptés, composés d'activités régionales et spécifiques aux pays, avec une attention particulière portée à créer une synergie entre les projets des différents pays ;
- Consolidation du réseau en tant qu'interface de coopération qui rassemble les pays européens et non européens et qui permet d'échanger des modèles de bonnes pratiques, renforcés par un document de consensus réaffirmant les principes, les valeurs et les priorités du réseau MedNET ;
- Croissance du réseau, qui est passé à 15 pays, après que la Turquie et la Palestine** l'ont rejoint en 2016, suivies de la Croatie en 2017. En outre, les financements ont également augmenté suite au grand intérêt suscité par les activités MedNET ;
- Contribution à l'amélioration et à la diversification des services de santé pour les patients toxicomanes, dans le respect des normes européennes en matière de droits de l'homme, avec par exemple, l'introduction d'un traitement de substitution aux opiacés (OST) en Algérie, et la création de services spécifiques destinés aux adolescents, aux femmes enceintes et aux patients séropositifs, en Égypte ;
- Sensibilisation à la dimension médicale des comportements addictifs, et à l'importance de mettre au point des traitements et des services de santé respectueux des droits de l'homme ;
- Soutien aux politiques fondées sur des connaissances validées via la collecte de données sur l'utilisation des drogues chez les adolescents dans la région méditerranéenne, issues de l'enquête MedSPAD (Mediterranean School Survey Project on Alcohol and other Drugs in School) en Algérie, en Égypte, au Maroc et en Tunisie, et d'une évaluation globale de la situation dans cette région ;
- Formations et visites d'études, offrant la possibilité d'acquérir des connaissances sur la situation épidémiologique dans les pays méditerranéens, les systèmes de surveillance épidémiologiques et les politiques de prévention, ainsi que des compétences relatives aux approches utilisant la recherche et la collecte de données ;
- Assistance à l'installation et l'exploitation d'observatoires nationaux des drogues et des toxicomanies au Maroc, en Égypte et au Liban, accompagnée de cours en addictologie ;
- Apport d'une expertise internationale pour l'élaboration de la législation régulant les politiques en matière de drogues et la création de stratégies nationales en matière de drogues en Tunisie et au Liban ;
- Soutien à la création du premier centre de prise en charge de l'addiction aux jeux d'argent au Maroc et dispense d'une formation adéquate ;
- Promotion de la coopération et des échanges entre les pays du réseau MedNET hors d'Europe avec les États membres du Groupe Pompidou, dans les domaines de la réduction de l'offre comme de la demande, et avec d'autres agences internationales telles que l'OEDT ;
- Intégration aux activités MedNET de la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues, en accompagnant, par exemple, la création de services spécialisés destinés aux femmes enceintes toxicomanes en Égypte, et en organisant des séminaires sur les femmes et les drogues, en Algérie et en Tunisie ;


- Évaluation de l'impact des activités MedNET à l'occasion du 10^e anniversaire du réseau (2016) et perspectives d'avenir.

Produits :


- *MedNET Consensus paper, doc. P-PG/MedNET (2017) 24*  (en anglais uniquement)
- *Second rapport régional MedSPAD « Prevalence of Alcohol, Tobacco and Drug Use Among Adolescents in the Mediterranean Region », doc. P-PG/Med (2017) 15*  (en anglais uniquement)
- *Rapports sur les activités MedNET en Algérie, en Égypte, en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie* 
- *Rapports d'activité annuels, doc. P-PG/Med (2017) 13, P-PG/Med (2016) 20, P-PG/Med (2015) 34* 
- *Livret d'information sur MedNET mis à jour*  
- *Lignes directrices pour le projet méditerranéen d'enquêtes menées en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues (MedSPAD), doc. P-PG/Med(2015)33/1 et P-PG/Med(2016) 26* 
- *MedNET « 10 ans et après – Évaluation par les participants de MedNET et impact du MedNET », doc. P-PG/Med(2016) 30* 
- *Premier rapport régional MedSPAD, « La prévalence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues chez les adolescents : premier aperçu de la situation dans la région méditerranéenne », doc. P-PG/Med (2015) 27* 




Activités mises en œuvre spécifiques aux pays :

ALGÉRIE

- Séminaire sur les nouvelles approches en matière de prévention (2018)
- Visite d'étude à Chypre sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues (2018)
- Séminaire sur les femmes et les drogues (2017)
- Atelier sur les outils de prévention (2017)
- Séminaires sur l'introduction des traitements de substitution aux opiacés (2016-2017) 
- Formation du personnel de l'ONLCDT à la collecte, à l'analyse et à l'exploitation des données, et à la prévention (2016)
- Enquête nationale MedSPAD (2016)
- Séminaire de communication des résultats de l'enquête MedSPAD en milieu scolaire (2016)
- Séminaire sur les nouvelles approches en matière de prévention de la toxicomanie et des addictions (2016)
- Visite d'étude à Chypre sur la collecte des données à des fins de monitoring (2016)
- Visites d'étude sur les services de réduction des risques dans quatre pays (2015-2016)
- Table ronde sur l'institutionnalisation du Rapport National de l'ONDA (2015)

ÉGYPTE




- Visite d'étude en Espagne sur la formation des infirmières (2018)
- Visite d'étude en Irlande sur la formation parentale (2018)
- Élaboration d'un modèle de formation parentale pour les parents souffrant de troubles liés à la toxicomanie (2018)
- Formation et renforcement des capacités pour les infirmières travaillant dans le traitement des addictions (2018)
- Visite d'étude à Chypre sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues (2018)
- Développement des services de prise en charge des adolescents (2016-2017)
- Introduction de services spécialisés pour les femmes enceintes consommatrices de drogues (2016-2017) 

- Développement des services de lutte contre les addictions pour les patients testés séropositifs (2015-2017) 
- Enquête nationale MedSPAD (2016) 
- Formation sur l'accréditation et la certification pour les conseillers en addictions (2016) 
- Visite d'étude sur les services de santé spécialisés dans trois pays (2016)
- Développement/extension de l'observatoire national des drogues.
- Mise au point d'un programme de formation et d'un système d'accréditation pour les conseillers en addictions (2015)

LIBAN

- Renforcement des politiques et procédures de renvoi du Comité de lutte contre la toxicomanie (2018)
- Identification des besoins des femmes présentant des troubles liés à la toxicomanie (2018)
- Création d'un observatoire national des drogues et des toxicomanies (2016-2017)
- Étude épidémiologique sur la toxicomanie au Liban (2016)
- Contribution d'experts à l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de drogues (2015-2017)


MAROC

- Second rapport de l'Observatoire national marocain des drogues et addictions (2018) 
- Atelier sur l'addiction aux jeux d'argent (2017)
- Enquête MedSPAD III (2016-2017) 
- Cours en addictologie pour les professionnels (2015-2017) 
- Visite d'étude à Chypre sur le lien entre la collecte de données à des fins de monitoring et l'accréditation/le financement de programmes de prévention et de soins (2016)
- Formation sur le jeu pathologique (2015)

PALESTINE**

- Évaluation du programme de traitement de substitution aux opiacés (2018)
- Visite d'étude à Malte sur la gestion d'un centre de soins (2015)

TUNISIE

- Enquête MedSPAD II (2018) 
- Visite d'étude à Chypre sur les normes de qualité européennes en matière de prévention des drogues (2018)
- Séminaire national sur les traitements de substitution aux opiacés (2018)
- Premier congrès national sur l'addictologie (2017)
- Conférence sur les femmes, la violence et l'addiction en Tunisie (2017)
- Séminaire sur les addictions et les choix politiques (2017)
- Ateliers spécialisés pour les étudiants de DU (2016-2017)
- Cours universitaire en addictologie (2015-2017)
- Contribution d'experts au projet de loi sur les drogues (2016)
- Séminaires sur l'addictologie (2016)
- Visite d'étude à Malte sur les traitements de substitution aux opiacés (2015)
- Table ronde sur la création d'un observatoire national des drogues et des toxicomanies en Tunisie (2015)

Aide aux services de traitement de la toxicomanie en milieu carcéral

Programme de coopération technique et de renforcement des capacités, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Prisons (2015) 1, financé par la contribution volontaire du Fonds de lutte contre certaines formes de criminalité du Luxembourg





Objectif fixé :

- Améliorer la prise en charge sanitaire dans les établissements pénitentiaires dans le respect des droits de l'homme, par l'élaboration de stratégies de traitement de la toxicomanie et la réinsertion sociale des détenus consommateurs de drogues, afin de réduire la récidive.

Résultats obtenus :

- Amélioration de la qualité des services de traitement de la toxicomanie pour les détenus consommateurs de drogues en République de Moldova, grâce à la mise en place de la première communauté thérapeutique pour la lutte contre la toxicomanie en milieu carcéral, et la formation des professionnels afin d'en assurer la gestion (conjointement avec le projet « Réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral ») ;
- Amélioration des services de prévention des drogues et de réinsertion proposés aux jeunes détenus de sexe masculin et féminin en Ukraine, notamment par la mise en œuvre de l'outil thérapeutique « Conférence familiale » et la formation correspondante proposée aux directeurs de prison ;
- Mise en place d'un réseau international d'intervenants en Europe orientale, permettant d'échanger, de promouvoir et d'améliorer les bonnes pratiques fondées sur des connaissances validées en termes de réinsertion des toxicomanes dans le système de justice pénal ;
- Collecte de données sur la toxicomanie en milieu carcéral et réponses apportées en termes de prise en charge médicale dans neuf pays d'Europe orientale et au Kosovo*, tout en identifiant les exemples de bonnes pratiques et en contribuant au débat international sur les mesures thérapeutiques efficaces en milieu carcéral ;
- Contribution aux efforts internationaux visant à améliorer les systèmes de prise en charge thérapeutique de la toxicomanie en milieu carcéral, et création de synergies avec d'autres organisations internationales, telles que l'OMS/EUROPE, l'ONUUDC et l'OEDT, en vue d'une action commune.

Produits :

- *Rapport de projet final « Supporting Drug Treatment Services in Prisons », doc. P-PG/Prisons (2018) 1 (en anglais uniquement)*
- *Enquête d'évaluation sur la mise en œuvre des conférences familiales dans les prisons pour mineurs en Ukraine*
- *Ateliers de formation sur le traitement de la toxicomanie en milieu carcéral (Ukraine, 2018)*
- *Vidéo promotionnelle 'Programme justice pénale et prisons' (2018)*
- *« Prison corner », événement en marge de la 22^{ème} Conférence internationale sur le sida (Pays-Bas, 2018)*
- *Sessions de formation sur la méthodologie de la communauté thérapeutique (République de Moldova, 2015-2018)*
- *Publication « Drug-Treatment Systems in Prisons in Eastern and South-East Europe », doc. P-PG/Prisons (2017)   (en anglais uniquement)*
- *Brochure « Criminal Justice and Drug Policy. Treatment, Harm Reduction and Alternatives to Punishment »   (en anglais uniquement)*
- *Sessions de formation pour le personnel pénitentiaire des prisons pour mineurs (Ukraine, 2015-2016)*

- ➔ *Réunion EXASS Net, « Coopération sur les politiques en matière de drogues concernant les réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral » (Slovénie, 2016)*
- ➔ *Article scientifique sur la réinsertion des jeunes délinquants dans le système de justice pénal ukrainien*
- ➔ *Protocole d'accord entre le Groupe Pompidou et la direction des établissements pénitentiaires sur la mise en place de communautés thérapeutiques dans les prisons moldaves (2015)*
- ➔ *Conférence internationale sur le VIH et la réduction des risques en milieu carcéral, en coopération avec l'ONUDC et le Fonds mondial (Ukraine, 2015)*

Faire face à l'évolution des usages et des contextes de consommation, de production et d'approvisionnement en matière de drogues

Nouvelles substances psychoactives

Symposium/séminaire, mandat 2015-2017, approuvé lors de la 76^e et la 79^e réunion des Correspondants permanents

Objectif fixé :

- Donner un aperçu des résultats obtenus avec les différents modèles réglementaires et mesures qui ont été adoptés et offrir une enceinte de discussion ouverte sur la faisabilité de différentes approches politiques.

Résultats obtenus :

- Analyse des tendances, des politiques et des mesures existantes visant à lutter contre les nouvelles substances psychoactives (NSP), dans le but d'identifier des pistes prometteuses qui permettront de développer des approches efficaces de réduction de l'offre, de la demande et des risques liés aux NSP ;
- Collecte des bonnes pratiques qui ont apporté une contribution précieuse à la formation à haut niveau de 2017 consacrée à l'adaptation des stratégies de réduction de la demande en intégrant les défis représentés par les NSP.

Produits :

- ➡ *Séminaire international sur les nouvelles substances psychoactives (Fédération de Russie, 2017)*
- ➡ *Résumés détaillés des présentations publiés dans le journal scientifique *Narcology**
- ➡ *Formation 2017 à haut niveau – Adapter les stratégies de réduction de la demande en intégrant les défis posés par les NSP*
- ➡ *Symposium sur les nouvelles substances psychoactives : vers une approche équilibrée en matière de lutte contre les NSP (Italie, 2016)*

Expérience dans le contexte des nouvelles orientations politiques en matière de drogues

Symposium, mandat 2015, approuvé lors de la 76^e réunion des Correspondants permanents

Objectifs fixés :

- Découvrir les expériences qui ont découlé des principales reformulations des politiques en matière de drogues, et leurs résultats ;
- Comprendre les facteurs à l'origine des tentatives de réforme les plus récentes concernant les politiques en matière de drogues.

Résultats obtenus :

- Contribution au débat en cours sur la dépénalisation du cannabis en Europe et réflexion supplémentaire à travers une analyse comparative de réformes des politiques en matière de drogues et un échange d'expériences sur les nouvelles réponses politiques et les défis associés

auxquels les responsables politiques doivent faire face.

Produit :

- ➡ *Symposium sur l'expérience dans le contexte des nouvelles orientations politiques en matière de drogues. Évolution des politiques réglementant le cannabis : expériences menées dans le contexte des nouvelles politiques et réponses mises en œuvre (Norvège, 2015)*

Lignes directrices sur le syndrome de stress post-traumatique et les troubles liés à la toxicomanie

Recherche, mandat 2017-2018, ToR : P-PG/PTSD (2017) 1



Objectif fixé :

- Identifier les principes clés et élaborer une liste des mesures essentielles en matière de soutien aux personnes déplacées, aux migrants et aux minorités ethniques, en mettant particulièrement l'accent sur la prévention des drogues en Europe.

Résultat obtenu :

- Élaboration d'un document d'orientation analysant les principes clés et l'efficacité des mesures existantes pour la prévention et le traitement du syndrome de stress post-traumatique et des troubles liés à la toxicomanie, avec une attention particulière portée aux réfugiés et aux vétérans.

Produit :

- ➡ *Document d'orientation « Psycho-social support to tackle trauma-related symptoms and related substance use disorders », doc. P-PG (2018) 3 rev   (en anglais uniquement)*

Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques

Activité ad hoc, inscrite au mandat lors de la réunion du Bureau du 23 janvier 2018, sur la base des conclusions de la 12^e réunion du réseau EXASS Net et le rapport de la 22^e réunion du réseau MedNET

Objectif fixé :

- Donner un aperçu des résultats obtenus avec les différents modèles réglementaires et mesures qui ont été adoptés et offrir une enceinte de discussion ouverte sur la faisabilité de différentes approches politiques.

Résultats obtenus :

- Séminaire international répondant aux préoccupations des praticiens quant à l'efficacité de leur pratique pour répondre aux besoins spécifiques des réfugiés en matière de toxicomanie et de risque de dépendance, une attention particulière étant accordée aux groupes vulnérables, tels que les mineurs non accompagnés et les femmes ;
- Meilleure compréhension et échange de pratiques sur les mesures préventives, les moyens d'identifier les besoins des réfugiés aux prises avec des problèmes liés à la drogue et les mesures existantes, avec pour but l'élaboration de principes directeurs pour les professionnels et les décideurs politiques, afin de leur permettre de gérer cette problématique.

Produits :

- *Séminaire international « Les réfugiés et les drogues : estimer les besoins, soutenir les pratiques, prévenir les risques » (Grèce, 2018)*
- *Rapport de réunion (doc. P-PG/COOP (2018) 7) comprenant les résultats du questionnaire pays sur les mesures existantes (en anglais uniquement)*

Placer les droits de l'homme au centre des politiques en matière de drogues

La dimension des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues

Groupe de travail ad hoc des Correspondants permanents, mandat 2016-2017, ToR : P-PG/HRights (2016) 1





Objectif fixé :

- Élaborer un document d'orientation sur la dimension des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues.

Résultats obtenus :

- Élaboration d'un document d'orientation, pour accompagner les autorités nationales dans l'identification des différends relatifs aux droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues et l'adoption rapide de réponses à y apporter ;
- Déclaration réaffirmant l'engagement des États membres à placer les droits de l'homme au centre des politiques en matière de drogues et à orienter les responsables politiques à cet égard.

Produits :

- *Déclaration du Groupe Pompidou sur la nécessité d'intégrer les droits de l'Homme à l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques en matière de drogues, doc. P-PG / HR (2017) 1*  
- *Document d'information « Politiques en matière de drogues et droits de l'homme en Europe : Gérer les tensions et maximiser les complémentarités » doc. P-PG/HR (2016) 3*  

Coopération avec la société civile sur les questions relatives à la politique en matière de drogues

Groupe de travail ad hoc des Correspondants permanents, mandat 2016-2017, ToR : P-PG/CSO (2016) 1

Objectifs fixés :

- Identifier des éléments en vue de l'élaboration de lignes directrices et de principes, ainsi que les opportunités et les risques relatifs à l'interaction du gouvernement/des institutions publiques avec la société civile dans le domaine de la politique en matière de drogues ;
- Le contenu qui sera élaboré devra être suffisamment général pour, à la fois répondre aux besoins du Groupe Pompidou et, servir de modèle pouvant être adopté et adapté afin d'être utilisé à toutes les étapes de l'élaboration et de la gestion des politiques en matière de drogues aux niveaux national, régional et local ;
- Les résultats obtenus devraient fournir des orientations au Groupe Pompidou sur la manière d'interagir avec les organisations de la société civile et servir de modèle à différents niveaux de la politique en matière de drogues.



Résultats obtenus :

- Apport d'une orientation et d'outils aux décideurs, aux responsables des politiques et aux organisations de la société civile (OSC) afin de développer des moyens concrets et utiles pour la coopération des gouvernements et de la société civile dans le domaine de la politique en matière

de drogues, conformément aux valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe ;

- Engagement direct des OSC dans l'élaboration d'un ensemble de principes en faveur de la coopération entre le gouvernement et la société civile, dans le cadre de la formation à haut niveau de 2016 sur les politiques en matière de drogues ;
- Contribution au renforcement global de la participation de la société civile dans les politiques en matière de drogues et au dépassement des obstacles à la coopération, en prenant clairement position sur le rôle des OSC et sur l'importance de leur participation à chaque étape de l'élaboration des politiques ;
- Élaboration d'un « protocole » d'interaction entre les OSC et le Groupe Pompidou, intégré au document « Le Groupe Pompidou : Mission, organisation, gouvernance et méthodes de travail », [doc. P-PG/MinConf (2010) 4 rev2].

Produits :

- ➡ *Table ronde « Vers un consensus sociétal aux alternatives à l'emprisonnement en Géorgie » (Géorgie, 2017)*
- ➡ *Document d'orientation « Government interaction with civil society on drug policy issues: Principles, ways and means, opportunities and challenges », doc. P-PG (2016) 4*  
(en anglais uniquement)

Examen des réglementations nationales sur les traitements de substitution aux opiacés

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Treat (2015) 1 rev, financé par la contribution volontaire de la Suisse





Objectif fixé :

- Élaborer des recommandations pour les réglementations concernant les traitements de substitution aux opiacés

Résultats obtenus :

- Élaboration d'une liste de recommandations permettant aux autorités administratives de proposer des mesures réglementaires encadrant le traitement du syndrome de dépendance aux opiacés par la prescription de médicaments agonistes opioïdes et abordant les questions telles que la sécurité du patient, la surveillance du traitement, la formation des praticiens et le rôle de l'État ;
- Orientation des autorités administratives concernant les principes clés des traitements de substitution aux opiacés (TSO), notamment en établissant des critères détaillés pour l'utilisation appropriée des TSO, en ligne avec les normes éthiques, le droit international, la recherche biomédicale et les bonnes pratiques cliniques ;
- Mise en lumière des réglementations existantes qui vont à l'encontre du principe fondamental d'accès aux soins médicaux.

Produits :

- ➡ *Déclaration du Groupe Pompidou sur l'accès aux médicaments agonistes opioïdes pour le traitement du syndrome de dépendance aux opioïdes, doc. P-PG (2018) 2*  
- ➡ *Document d'orientation « Traitements agonistes opioïdes - Principes directeurs pour la révision des législations et réglementations » doc. P-PG (2017) 15*  

Introduire la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Treat (2015) 1 rev, financé par les contributions volontaires de l'Italie



Objectifs fixés :

- Consolider et améliorer davantage la coopération avec la Commission pour l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil de l'Europe ;
- Donner suite aux recommandations du projet de recherche 2014 sur l'usage non médical de médicaments délivrés sur ordonnance ;
- Redynamiser le rôle du Groupe Pompidou en tant que créateur de tendances en examinant la dimension du genre dans les politiques en matière de drogues ;
- Analyser le phénomène de la violence à l'égard des femmes causé par les drogues du viol, pour promouvoir la mise en place de méthodes plus efficaces de détection et de collecte de preuves pouvant être utiles aux professionnels travaillant dans ce domaine (avocats, experts médico-légaux, juges, travailleurs sociaux, etc.).








Résultats obtenus :

- Publication de résultats de recherches conduites dans 17 pays, sur la dimension du genre dans l'usage non médical de médicaments prescrits sur ordonnance en Europe et dans la région méditerranéenne, comprenant des recommandations pour la poursuite des recherches, l'élaboration de politiques et la pratique ;
- Meilleure compréhension du lien entre la violence entre et la consommation de substances psychoactives chez les femmes, suite à une revue de la littérature et des échanges en face à face, entre praticiens ;
- Évaluation des solutions apportées par les services de traitement des addictions, de réduction des risques et des dommages, à la violence subie par les femmes toxicomanes, par le biais de consultations menées dans des groupes ciblés, dans quatre pays ;
- Aide au dialogue entre les professionnels et les responsables politiques, avec à la clé, des recommandations visant à adopter une approche tenant compte du genre, s'agissant des traitements, des politiques et de la recherche relatifs aux femmes, aux drogues et à la violence ;
- Collecte et évaluation qualitative et quantitative des données relatives à la violence à l'égard des femmes causée par les drogues du viol, visant à élaborer des lignes directrices pour les chercheurs, les praticiens et les responsables politiques ;
- Intégration de la dimension de genre au programme de travail du réseau MedNET, grâce à la mise en œuvre de projets visant à améliorer l'accès à la santé, la prévention et le traitement des femmes souffrant de troubles liés à la toxicomanie, en particulier en Algérie, en Égypte et au Liban ;
- Renforcement de la collaboration interinstitutionnelle dans le domaine de la sensibilisation aux questions de genre, notamment par l'introduction d'une question sur les violences sexuelles sous l'effet de substances dans l'enquête Eurostat sur les violences liées au genre, et par la contribution à la Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Produits :

- *Résumé des recommandations, Introducing a gender dimension in drug policy, doc. P-PG/Gender (2018) 2*  (en anglais uniquement)
- *Conférence internationale sur l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques en matière de drogues (Mexique, 2018), doc. P-PG / Gender (2018) 1*
- *Présentation du rôle du Groupe Pompidou dans l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques en matière de drogues lors de la cinquième réunion intersessionnelle de la Commission des stupéfiants des Nations Unies (CND) (2018)*
- *Rapport de synthèse « Violence, women and rape drugs », doc. P-PG/Gender (2017) 2* 

(en anglais uniquement)

- Séminaire « « Femmes et drogues : de la politique aux bonnes pratiques » (Italie, 2017), P-PG / Gender (2017) 5
- Déclaration de Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire générale adjointe du Conseil de l'Europe « Women and Drugs: from policy to good practice » 
- Publication « Improving the management of violence experienced by women who use psychoactive substances », doc. P-PG/Gender (2016) 2   (en anglais uniquement)
- Publication « The gender dimension of non-medical use of prescription drugs in Europe and the Mediterranean region », ISBN 978-92-871-8021-6   (en anglais uniquement)
- Séminaire sur les femmes, les drogues et la violence en Europe et dans la région méditerranéenne (Italie, 2015)
- Brochure « Introducing a gender dimension into drug policy »   (en anglais uniquement)

Coopération avec le programme de mesures de confiance du Conseil de l'Europe (PMC)

Renforcement des compétences et coopération technique, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/CBM (2015) 1 rev, mise en œuvre conjointe avec le programme de mesures de confiance du Conseil de l'Europe


Objectifs fixés :

- Rassembler des professionnels au-delà des clivages pour promouvoir le dialogue sur les droits de l'homme et les normes européennes et leur observation, et améliorer la prévention des drogues et les services de traitement dans les zones post-conflits notamment dans les Balkans et dans les pays de l'ex-Union soviétique ;
- Combiner les objectifs du programme de mesures de confiance et les connaissances techniques du Groupe Pampidou.

Résultats obtenus :

- Établissement d'un dialogue entre des professionnels de Géorgie et du territoire contesté de l'Abkhazie, axé sur la prévention et le traitement de la toxicomanie, et étayé par les valeurs fondamentales de l'Europe et les principes des droits de l'homme ;
- Réalisation d'une série d'activités de renforcement des capacités (missions d'évaluation, visites d'étude, séminaires) destinées aux professionnels afin d'améliorer les services de prévention et de traitement de la toxicomanie dans la zone du projet.

Produits :

- Plateforme de coopération sur internet (2018) 
- Visite d'étude de centres de traitement de la toxicomanie et de l'OEDT à Lisbonne (Portugal, 2017)
- Deuxième séminaire et visites d'études sur la prévention et le traitement de la toxicomanie (Allemagne, 2016)
- Séminaire et visites d'études sur la prévention et le traitement de la toxicomanie à l'intention des professionnels de Géorgie et d'Abkhazie (Allemagne, 2015)

Mission humanitaire et médicale en Ukraine

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2015-2016, ToR : P-PG/Crisis (2015) 1 rev, financé par la contribution volontaire de la Norvège et dans le cadre du plan d'action pour l'Ukraine du Conseil de l'Europe

Objectifs fixés :

- Aider à garantir le respect et la mise en œuvre, dans les périodes de crise aiguë et les situations de conflit armé, de l'obligation des États membres du Conseil de l'Europe d'offrir des soins de santé appropriés en vertu de l'article 2 sur la protection de la vie de la Convention européenne des droits de l'homme et des principes directeurs du document d'orientation adopté par le Groupe Pompidou en 2013 sur la prévention des risques et la réduction des dommages liés à l'usage de substances psychoactives ;
- Soutenir les efforts déployés en vue de prévenir la consommation de drogues et les addictions à la suite de troubles de stress post-traumatique engendrés par un conflit armé.

Résultats obtenus :

- Suivi de la situation des patients suivant un traitement de substitution aux opiacés (TSO) en Ukraine et qui avaient été déplacés suite au conflit en Ukraine orientale ;
- Formation du personnel médical sur le traitement des troubles de stress post-traumatique (TSPT) et des troubles liés à la toxicomanie chez les civils et le personnel militaire, visant à prévenir la toxicomanie et les addictions du fait des traumatismes engendrés par le conflit armé ;
- Aide à l'évaluation des besoins psychosociaux et à la création d'un système efficace de prestation de services, à la demande du ministère de la Défense, en réunissant les autorités ukrainiennes, des ONG et des praticiens en charge de services sociaux et de santé, ainsi que des experts indépendants locaux et internationaux ;
- Évaluation des besoins par le biais de visites sur le terrain et d'ateliers avec des prestataires de services, en vue de comprendre l'importance de la prise en compte des traumatismes dans la prévention et le traitement de la toxicomanie et d'élaborer des recommandations concrètes à l'intention des autorités nationales pour traiter les problèmes de troubles liés à la toxicomanie et de TSPT.

Produits :

- ➡ *Rapport de mission d'évaluation sur le soutien psychosocial aux personnes déplacées à l'intérieur du pays en Ukraine*
- ➡ *Feuille de route pour la création d'un centre de résilience communautaire en Ukraine afin de promouvoir le bien-être de la population*

Analyser la cohérence, le coût, l'impact et les éventuels effets indésirables des politiques en matière de drogues

Effets et coûts connexes des politiques de contrôle des drogues

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2015-2017, ToR : P-PG/Cost (2015) 1





Objectifs fixés :

- Déterminer les coûts et les effets indésirables liés aux politiques de contrôle des drogues ;
- Identifier les coûts découlant de l'illégalité des substances supportés par les individus et la société ;
- Élaborer un modèle d'analyse coûts/avantages des politiques actuelles de contrôle en matière de drogues en rapport avec les points susmentionnés.

Résultats obtenus :

- Sensibilisation des États membres au fait que toute politique régissant le contrôle des substances psychoactives illicites, quel qu'en soit l'objectif ou l'intention, entraîne des coûts, sous forme de dépenses publiques, et de potentielles conséquences involontaires ;
- Suggestion d'actions concrètes pour accompagner les États membres dans l'évaluation des coûts et des conséquences involontaires des politiques en matière de drogues, ainsi que dans l'élaboration d'outils pratiques d'orientation et d'évaluation à l'intention des responsables politiques.

Produits :

- Déclaration « *Costs and consequences of drug control policies* », doc. P-PG (2017) 9  (en anglais uniquement)
- Rapport d'experts « *Costs and unintended consequences of drug control policies* », doc. P-PG (2017) 3   (en anglais uniquement)
- Publication conjointe avec l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT) « *Public expenditure on supply reduction policies* »  (en anglais uniquement)

Coopération avec la République du Bélarus

Source : réunion de haut niveau avec les représentants du Conseil de l'Europe et des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et du ministère de la Santé de la République du Bélarus en février 2014

Objectif fixé :

- Assistance technique aux autorités bélarussiennes dans le domaine des politiques en matière de drogues, dans la perspective de la future adhésion de la République du Bélarus au Groupe Pompidou.

Résultats obtenus :

- Intégration d'une composante significative concernant les politiques en matière de drogues dans le Plan d'action 2016-2018 du Conseil de l'Europe pour la République du Bélarus, traitant des services de répression, de prévention et de traitement, en réponse à l'intérêt témoigné par les autorités bélarussiennes pour le groupe de travail ;
- Participation des représentants du Bélarus à la 79^e réunion des Correspondants permanents, suite à l'invitation officielle des CP ;
- Échange de points de vue avec les experts bélarussiens et présentation de l'expérience européenne dans les domaines des nouvelles substances psychoactives, des stratégies de réduction de la demande, de la cybercriminalité liée aux drogues, et des drogues dans le milieu

carcéral ;

- Aide du Comité national des douanes dans l'amélioration des services douaniers de contrôle des drogues à l'aéroport international de Minsk.

Produits :

- *Visite d'études de services de réduction de la demande (Allemagne, 2017)*
- *Conférence sur les politiques en matière de drogues en Europe (République du Bélarus, 2016)*
- *Rapport d'évaluation « Custom's Anti-Drug Action in Minsk Airport », doc. P-PG/Airports(2016) 2 (en anglais uniquement)*

Réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral

Programme de coopération technique et de renforcement des capacités, mandat 2015-2017, ToR : P-PG/CrimJust (2015) 1, financé par le Partenariat pour une bonne gouvernance (PGG), Union européenne/Conseil de l'Europe

Objectif fixé :

Améliorer les réponses de la justice pénale aux détenus toxicomanes par la réalisation des objectifs suivants :

- renforcer les compétences et la coopération technique dans quatre pays du partenariat oriental : Arménie, Géorgie, République de Moldova et Ukraine ;
- prendre des mesures dans le domaine du traitement de la toxicomanie et de la réinsertion.


Résultats obtenus :

- Établissement d'une coopération régionale et extension des bonnes pratiques pour lutter contre le surpeuplement carcéral, trouver des alternatives à la prison et favoriser la réinsertion dans les quatre pays du Partenariat oriental : Arménie, Géorgie, République de Moldova et Ukraine ;
- Contribution à l'accélération de la réforme pénitentiaire pour passer d'une approche pénale hautement punitive à une approche de réinsertion, en alignant les politiques avec les normes européennes, dans le cadre du processus de réforme des pays du Partenariat oriental ;
- Accompagnement des responsables politiques en Géorgie dans l'élaboration de politiques nationales en matière de surpeuplement carcéral et d'alternatives à la prison, notamment en participant au processus de rédaction des projets et à l'organisation de tables rondes et de conférences de haut niveau ;
- Amélioration de la qualité des services de traitement de la toxicomanie pour les détenus consommateurs de drogues en République de Moldova, grâce à la mise en place de la première communauté thérapeutique pour la lutte contre la toxicomanie en milieu carcéral, et la formation des professionnels afin d'en assurer la gestion (conjointement avec le projet « Réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en prison ») ;
- Amélioration des services de traitement et de réinsertion dans les prisons arméniennes et ukrainiennes, grâce à une formation axée sur les besoins et la mise en œuvre de programmes de réduction des risques conduisant notamment, à un taux plus élevé d'inscriptions de détenus à un traitement agoniste opioïde en Arménie.

Produits :

- *Rapport de projet final sur les réponses de la justice pénale vis-à-vis des personnes dépendantes des drogues en milieu carcéral*
- *Conférence internationale – Approches de réinsertion pour les prisonniers toxicomanes*

(République de Moldova, 2017)

- *Conférence internationale – Alternatives à la répression et traitement de la toxicomanie en milieu carcéral (Géorgie, 2017)*
- *Atelier pour les multiplicateurs – Thérapie familiale et évaluation des risques (Ukraine, 2017)*
- *Table ronde – Vers un consensus sociétal sur les alternatives à l'emprisonnement (Géorgie, 2017)*
- *Sessions de formation sur la méthodologie de la communauté thérapeutique (République de Moldova, 2015-2017)*
- *Atelier – Traitement de la toxicomanie et réinsertion en milieu carcéral (Arménie, 2016)*
- *Atelier – Intégrer une pratique efficace de prévention de la toxicomanie dans les prisons ukrainiennes (Ukraine, 2015)*
- *Étude comparative sur une feuille de route nationale concernant les réformes politiques et législatives en Géorgie*
- *Manuel sur la méthodologie de la communauté thérapeutique en République de Moldova*
- *Vidéo sur la méthodologie de la conférence familiale en Ukraine* 

Identifier les possibilités et les défis liés à internet pour les politiques en matière de drogues

Cybercriminalité liée aux drogues

Groupe d'experts, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/Cyber (2015) 1

Objectifs fixés :

- Créer une plateforme destinée aux professionnels de la lutte contre la criminalité et aux experts pour coopérer en matière de cybercriminalité liée aux drogues en rassemblant des spécialistes des forces de l'ordre (douanes, police, procureurs, juges, spécialistes de la criminalité informatique), des organisations internationales pertinentes et du secteur privé, notamment les sociétés de services informatiques et les fournisseurs d'internet ;
- Examiner les menaces spécifiques découlant pour la société du trafic de drogues et du blanchiment d'argent via le commerce en ligne, les techniques d'anonymisation et les dispositifs du darknet, et le recours aux services d'envois postaux et de colis express.

Résultats obtenus :

- Réseau consolidé d'experts fournissant une attention et une participation accrues des États membres et non membres ;
- Création d'un forum interdisciplinaire, lieu d'échange des connaissances, des bonnes pratiques, des modes opératoires et des nouvelles tendances du trafic de drogues sur l'internet clandestin ;
- Surveillance du cryptomarché permettant de fournir aux membres du groupe des informations mises à jour sur les derniers développements de l'internet clandestin relatifs aux saisies et au trafic de drogues ;
- Contribution à une meilleure compréhension du marché des drogues sur l'internet clandestin, de l'utilisation du renseignement open source pour les enquêtes, et du rôle des monnaies virtuelles et des stratégies opérationnelles, au moyen d'exercices d'entraînement, d'ateliers, ainsi que de discussions basées sur des études de cas et des opérations réussies.

Produits :

- *Conclusions et recommandations élaborées au cours des réunions annuelles, rapports de réunions (accès réservé aux membres du groupe)*
- *Rapports annuels sur la surveillance du cryptomarché (accès réservé aux membres du groupe)*
- *Bulletin d'information mensuel sur les drogues et la cybercriminalité à l'intention des membres du groupe*

Les jeux d'argent en ligne et la consommation de substances psychoactives

Groupe d'experts ad hoc, mandat 2016-2018, ToR : P-PG/Gambling (2016) 1, financé par la contribution volontaire de l'Italie

Objectifs fixés :

- Analyser le phénomène des jeux d'argent en ligne associés à la consommation de substances psychoactives ;
- Élaborer des stratégies en vue d'une action préventive et d'une reconnaissance politique du phénomène des jeux d'argent en ligne associés à la consommation de substances psychoactives.

Résultats obtenus :

- Collecte et évaluation qualitative et quantitative de données permettant de dresser un état des lieux sur le phénomène des jeux d'argent en ligne associés à la consommation des substances psychoactives, y compris sur les aspects suivants : épidémiologie, facteurs de vulnérabilité et méthodes de sensibilisation ;
- Élaboration de formations en addictologie et sur la lutte contre les jeux d'argent en ligne dans le cadre du réseau MedNET, qui a notamment contribué au lancement du premier centre de traitement de l'addiction aux jeux d'argent, au Maroc ;
- Accompagnement des membres du MedNET dans leur contribution au Symposium international 2018 sur la prévention de l'addiction aux jeux d'argent (Suisse).

Produits :

- ➔ *Rapport d'experts sur les jeux d'argent en ligne et la consommation de substances psychoactives, doc. P-PG/Gambling (2018) 1 (en anglais uniquement)*
- ➔ *Atelier sur l'addiction aux jeux d'argent (Maroc, 2017)*

Outil d'autoévaluation en ligne pour la réduction de la demande

Groupe de travail ad hoc, mandat 2015-2018, ToR : P-PG/SEE (2015) 1

Objectif fixé :

Renforcer la coopération entre les autorités de lutte en matière de drogues des pays d'Europe orientale et des pays voisins par le biais des objectifs suivants :

- poursuivre activement le développement de la coopération dans le domaine des politiques en matière de drogues en Europe orientale ;
- intensifier le dialogue et les échanges pratiques de connaissances et d'expériences entre les États membres ;
- soutenir l'élaboration de politiques cohérentes relatives aux substances psychoactives ;
- s'attacher à obtenir des résultats clairs et précis et à produire des effets tangibles.

Résultat obtenu :

- Création d'un test d'autoévaluation disponible en ligne et en sept langues. Lancement d'un outil d'entraide en ligne, répondant à un besoin immédiat d'interventions en ligne sur la réduction de la demande de drogues dans la région, et permettant d'élargir le public touché aux femmes et aux jeunes, comme l'ont confirmé les pays participants.

Produit :

- ➔ *Outil d'autoévaluation en ligne, www.drughelp.eu* 

Activités et projets de coopération

ESPAD - Projet européen d'enquête en milieu scolaire sur l'alcool et les autres drogues

Objectif fixé :

- Accompagner la participation des pays non membres de l'UE aux réunions annuelles ESPAD.

Résultat obtenu :

- Réalisation de l'enquête ESPAD dans les pays non membres de l'UE.

Produit :

- ➡ *Rapport international ESPAD 2019*

ESSD European Society for Social Drug Research

Objectif fixé :




- Accompagner la publication des actes de la conférence annuelle de l'ESSD.

Résultat obtenu :

- Publication de trois actes de la conférence annuelle de l'ESSD.

Produits :

Publications :

- ➡ « *Drugs: Education, Prevention and Policy* », ISSN 0968-7637  (en anglais uniquement)
- ➡ « *Evidence in European social drug research and drug policy* », ISBN 978-3-95853-263-2  (en anglais uniquement)
- ➡ « *Between street and screen – Traditions and innovations in the drugs field* », ISBN 978-3-95853-143-7  (en anglais uniquement)

Activités du Secrétariat

Le Secrétariat du Groupe Pompidou a pour mission de faciliter la mise en œuvre du programme de travail et de fournir aux organes statutaires – Conférence ministérielle, Correspondants permanents, Bureau, Présidence – le soutien et l'infrastructure nécessaires pour mener à bien leurs travaux.

Le Secrétariat gère également les budgets du Groupe Pompidou, ce qui s'est avéré être une tâche ardue pour ce cycle de travail au regard de la situation budgétaire difficile pour l'ensemble du Conseil de l'Europe, du fait de la suspension du versement des contributions par la Fédération de Russie à l'été 2017 et de la décision de la Turquie, peu de temps après, de ne plus être un grand contributeur au budget de l'Organisation. Cette situation nécessitait l'imposition de restrictions budgétaires dans tous les services du Conseil de l'Europe et a conduit au gel des postes vacants et au réajustement/report de certaines activités. Ces carences budgétaires ont toutefois été partiellement compensées par des contributions volontaires généreusement offertes par les États membres, notamment par la Belgique (sous forme d'un détachement), la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège et le Portugal, ainsi que par le financement de l'Union européenne. Ces pays ont également apporté un soutien significatif en accueillant des visites d'étude et des séminaires, et en offrant leur expertise et d'autres services. Grâce à ces contributions, ainsi qu'à l'engagement, au large éventail de compétences et aux efforts constants du Secrétariat pour exploiter au mieux les ressources disponibles, le programme de travail pour la période 2015-2018 a été mis en œuvre avec le haut niveau de qualité qui reste la marque de fabrique du Groupe, une grande réactivité et une valeur ajoutée confirmés par les commentaires des États membres.

Ce succès, conjugué aux contacts réguliers avec les États non membres par le biais de leurs représentations permanentes à Strasbourg et lors de divers événements, a largement contribué à l'élargissement de la famille du Groupe Pompidou à 39 membres, suite à l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine (2015), de Monaco (2016) et du Mexique (2017). L'Ukraine, la Géorgie, le Bélarus et l'Autorité nationale palestinienne** se sont également renseignés sur les conditions d'adhésion au Groupe Pompidou. Ces demandes font suite aux activités de renforcement des capacités et de coopération spécifique dont ces pays ont bénéficié.

Le Secrétariat a activement soutenu les efforts du Groupe pour placer les droits de l'homme au centre des politiques en matière de drogues, en assurant les synergies et la coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe. L'accent a été mis sur cet engagement avec la promotion de la dimension des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues, lors de diverses manifestations organisées en marge des sessions annuelles de la Commission des stupéfiants des Nations Unies (CND), notamment des événements autour de la peine de mort, du traitement de la toxicomanie en milieu carcéral, des nouvelles interventions en ligne et de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques en matière de drogues.

À cet égard, l'un des événements internationaux majeurs a été la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies (SEAGNU) en 2016. Un large éventail d'idées développées dans le cadre de la formation de haut niveau de 2015 consacrée à la SEAGNU, ainsi que les différents événements organisés au cours de la session extraordinaire à l'initiative de plusieurs États membres, en coopération avec le Groupe Pompidou, ont permis d'attirer l'attention mondiale sur les travaux et la position du Groupe. Cela en a considérablement accru la visibilité en tant que forum multidisciplinaire et laboratoire d'idées, source de réponses innovantes et équilibrées aux problématiques liées aux drogues. Le Secrétariat a également travaillé en étroite collaboration avec Israël à l'organisation d'une manifestation parallèle sur le traitement des jeunes toxicomanes initiée par ce pays, et à la session sur l'intégration d'une dimension de genre dans les services de prévention et de traitement de la toxicomanie, organisée par l'Italie, le Chili et le Pérou. Enfin, la déclaration publiée par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, intitulée « Le Conseil de l'Europe œuvre pour des politiques en matière de drogues respectueuses des droits de l'homme - en Europe et au-delà », témoigne des efforts fructueux du Secrétariat en faveur d'une coopération plus transversale avec les autres services de l'Organisation.

D'autres contacts interinstitutionnels systématiques (formalisés dans le document P-PG (2017) misc 1) ont également conduit à des synergies, des actions communes et des déclarations en lien avec d'autres activités du Conseil de l'Europe dans les domaines des droits de l'enfant, du genre, de la bioéthique, de la formation juridique, du milieu carcéral et de la cybercriminalité, et à l'inclusion des politiques en matière de drogues dans des plans et programmes d'action spécifiques aux pays.

En outre, la coopération avec d'autres organisations et agences internationales s'est intensifiée, en particulier avec l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), l'Union européenne par l'intermédiaire du Bureau de liaison du Conseil de l'Europe à Bruxelles, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des États américains (OEA/CICAD) et la Commission des stupéfiants des Nations Unies (CND), afin de créer des synergies et d'éviter les doublons inutiles.

Pour le détail des activités du Secrétariat, on se réfèrera aux rapports présentés à intervalles réguliers par le Secrétaire exécutif.

Évaluation et contrôle qualité

La Présidence et le Secrétariat continuent de s'assurer de la capacité du Groupe Pompidou à répondre aux besoins des responsables politiques et à apporter une valeur ajoutée aux États membres. Lors de leur 79^e réunion, les Correspondants permanents ont initié une évaluation à mi-mandat des activités du Groupe Pompidou, afin de lui permettre de se concentrer sur des activités conformes aux thématiques du programme de travail 2015-2018 et aux priorités exprimées par la Présidence. Compte tenu de l'état des lieux complet réalisé en 2012 (doc. P-PG (2012) 12), il a été jugé suffisant de baser cette évaluation sur la documentation existante, notamment les documents de politique générale, rapports d'experts, rapports de réunion, comptes rendus d'activités et réponses aux questionnaires d'évaluation suivant la mise en œuvre d'une activité. Le processus d'évaluation de ce cycle de travail s'est achevé par l'étude des principaux résultats, réalisations et messages clés issus des activités du Groupe Pompidou (doc. P-PG (2018) 8).

L'évaluation a confirmé que le programme de travail avait été mis en œuvre conformément au mandat confié au Groupe ; les activités réalisées étaient conformes aux priorités thématiques définies et ont permis d'atteindre les résultats escomptés, tandis que les activités ad hoc ont apporté des résultats supplémentaires.

En tant qu'accord partiel élargi du Conseil de l'Europe, le Groupe Pompidou est également reconnu par les pays hors d'Europe. Cette reconnaissance découle naturellement de la mondialisation croissante dans tous les domaines politiques, comme en témoignent la récente adhésion du Mexique et la participation croissante de pays non européens aux réunions de coopération policière, à la formation à haut niveau pour les responsables politiques et au réseau MedNET. Cela se traduit également par une collaboration accrue avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et l'Observatoire interaméricain des drogues (OEA/CICAD).

Dans le même temps, les participants au Groupe Pompidou attribuent une pertinence accrue au travail du Groupe, comme en témoignent les commentaires reçus et les évaluations réalisées après les activités. À cet égard, un des facteurs de succès est l'introduction de nouveaux formats d'activités innovants, illustrés par le concept de symposiums sur les politiques et la refonte des activités existantes telles que la formation à haut niveau, qui ont rendu les travaux du Groupe Pompidou encore plus attractifs.

En articulant les travaux du Groupe autour de thèmes extrêmement pertinents pour les États membres, les Correspondants permanents ont su accroître davantage la valeur ajoutée du Groupe. L'application de méthodes de travail flexibles et la réactivité aux propositions et demandes des États membres jouent un rôle tout aussi important.

De plus, le Groupe Pompidou est aujourd'hui reconnu comme partie intégrante du Conseil de l'Europe et en tant qu'organe porteur des valeurs fondamentales de l'Organisation au sein du débat sur les politiques en matière de drogues. Il a contribué de manière significative à une prise de conscience accrue de la dimension des droits de l'homme dans les politiques en matière de drogues et à la création de synergies avec d'autres services concernés.

Globalement, les résultats des travaux menés au cours du cycle de travail 2015-2018 ont largement contribué au soutien des gouvernements dans leurs efforts pour promouvoir une bonne gouvernance dans le domaine des drogues en alliant politique, recherche et pratique, ainsi qu'en reconnaissant l'importance de la coopération avec la société civile.

Visibilité et communication

Conformément aux priorités de la présidence norvégienne et à la stratégie de communication révisée du Groupe Pompidou (doc. P-PG (2012) 18), le Secrétariat a poursuivi l'amélioration de la communication et de la visibilité, en s'adaptant au développement rapide des technologies de l'information et aux nouvelles méthodes de diffusion de l'information.

Le site internet du Groupe Pompidou (son principal média et son canal d'information en ligne officiel) a été migré sur la plateforme Liferay en 2017, comme toutes les pages d'informations du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe dans son ensemble bénéficie ainsi d'une identité visuelle plus moderne et d'une communication plus cohérente. Le site internet a récemment été complété par un bulletin d'information périodique, qui permet aux participants et aux autres publics intéressés de suivre les travaux du Groupe de manière plus proactive. Les principaux événements à venir organisés par le Groupe Pompidou, figurent également sur le site internet principal du Conseil de l'Europe, qui a le potentiel avéré d'attirer l'attention des médias et du public sur des événements ouverts à une audience plus large.

Les comptes Facebook et Twitter du groupe sont utilisés comme canaux de communication informels et non officiels. Ils sont régulièrement alimentés avec des informations en temps réel sur la mise en œuvre d'activités et la présence du Groupe à divers événements internationaux, à l'attention d'un public toujours plus important. Le Groupe Pompidou publie des vidéos et des interviews d'événements spécifiques sur sa chaîne YouTube, qui sont parfois diffusées sur des chaînes de télévision nationales.

Concernant la communication interne et entre certaines instances du Groupe Pompidou, quatre espaces collaboratifs restreints (Forces de l'ordre, Aéroports, Précurseurs, Cybercriminalité) ont été créés à l'intention des groupes d'experts. Ces espaces collaboratifs ont été mis en place pour améliorer la communication entre les groupes d'experts travaillant sur des problèmes similaires dans les différents États membres et les tenir informés des nouvelles informations, dans un monde en constante mutation.

Les publications gratuites du Groupe Pompidou se sont révélées être un autre moyen efficace d'accroître la visibilité. Récemment, certaines de ces publications ont particulièrement attiré l'attention, notamment la publication conjointe du Groupe Pompidou et de l'OEDT, *Public expenditure on supply reduction policy* et l'étude *Treatment Systems in Prisons in Eastern and Southeastern Europe*, qui ont rapidement été référencées dans les ressources documentaires sur Internet, comme le réseau mondial de recherche et d'engagement sur la santé en milieu carcéral (Worldwide Prison Health Research & Engagement Network - wephren.tghn.org), et tweetées ou commentées sur les réseaux sociaux (par exemple, par l'OEDT) ou encore publiées par des organisations, comme le réseau de coopération sur les politiques en matière de drogues (Drug Policy Network SEE - dpnsee.org). En outre, des brochures d'information sur les différentes activités du Groupe Pompidou sont régulièrement distribuées lors d'événements extérieurs.

Au cours de ces quatre dernières années, le Groupe Pompidou a su se mettre « à la mode », en combinant des outils de communication traditionnels et plus récents, ce qui lui a permis d'accroître sa visibilité et a certainement largement influé sur le nombre croissant d'invitations reçues par le Groupe à participer aux activités et événements d'autres organisations, institutions académiques ou de la société civile. Une communication efficace sur le travail novateur du Groupe Pompidou joue en effet un rôle majeur pour garantir un soutien continu de ses activités et renforcer son influence auprès des participants, des décideurs et des leaders d'opinion. Elle permet également au Groupe Pompidou d'affirmer sa position dans un contexte concurrentiel lorsqu'il s'agit de coopération sur les politiques en matière de drogues.

* * *

Contact :

Secrétariat du Groupe Pompidou
Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
FRANCE

Courrier électronique : pompidou.group@coe.int

Tél. : + 33 3 88 41 20 00

Fax : +33 3 88 41 27 85

www.coe.int/pompidou

Facebook : <https://www.facebook.com/pompidougroup>

Twitter : @PompidouGroup